

Partenariat Macron-Facebook contre « les discours de haine »

écrit par Jack | 19 novembre 2018



12 novembre 2018 par Mark Scott et Zachary Young

L'initiative annoncée découle d'une réunion qui s'est tenue plus tôt cette année entre Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, et Emmanuel Macron.

Les deux compères créent un partenariat de six mois visant à déterminer comment la France devrait sanctionner les discours de haine sur les réseaux sociaux.

Cette coopération marque la première fois que Facebook s'associe à des politiciens nationaux pour résoudre un problème aussi controversé ; les deux parties envisagent de se rencontrer régulièrement d'ici mai prochain, moment des élections européennes.

Ils se concentreront sur la manière dont le gouvernement français et Facebook peuvent travailler ensemble pour supprimer les contenus préjudiciables de la plate-forme numérique, sans spécifier le résultat de leurs travaux ou si cela aboutirait à une réglementation contraignante.

Le partenariat, qui impliquera des réunions à Paris, Dublin et en Californie, pourrait être élargi après six mois à d'autres domaines encore non divulgués.

Un responsable français voulant garder l'anonymat a qualifié le partenariat « *d'expérience sans précédent* » qui permettrait aux autorités de mieux comprendre les processus de Facebook afin de formuler des recommandations « *concrètes et opérationnelles* ».

« *Nous accordons une confiance aveugle à nos outils numériques quotidiens* », a déclaré Macron à un public parisien. « *Aujourd'hui, quand je vois notre démocratie, l'internet est beaucoup mieux utilisé par les extrémistes... ou par des groupes terroristes* ». Le partenariat avec Facebook, a ajouté le président français, « *est, à mes yeux, un premier pas important* ».

Il s'agit du dernier effort de Facebook visant à dissiper la colère suscitée par la gestion de divers problèmes numériques, allant de la désinformation et du discours de haine à son utilisation des données et à son rôle dans la vie quotidienne des gens.

À l'instar d'autres sociétés de la Silicon Valley telles que Twitter et Google, le géant des réseaux sociaux tente maintenant de faire pression sur les législateurs nationaux à propos des dangers possibles de la réglementation de l'internet.

Le partenariat avec la France est le dernier exemple de la façon dont le secteur a fait évoluer sa stratégie, passant de la promotion de l'autorégulation à un rôle croissant dans la manière dont les pays créent la législation.

« *Le meilleur moyen de s'assurer que toute réglementation est intelligente et fonctionne pour les citoyens est que les gouvernements, les régulateurs et les entreprises travaillent ensemble pour apprendre les uns des autres* », a déclaré dans

un rapport Nick Clegg, ancien vice-Premier ministre britannique récemment devenu chef de l'équipe des politiques publiques de Facebook.

À la suite de controverses entourant les discours de haine sur les réseaux sociaux, Facebook intensifie ses efforts pour nouer le dialogue avec les décideurs politiques du monde entier.

Mais avec Facebook jouant désormais un rôle si central lors des élections, le nouveau projet de six mois entraînera probablement des critiques sur le fait que Facebook joue un rôle trop important dans la rédaction de règles qui affecteront ses propres activités.

Facebook répond en partie à la législation allemande sur la lutte contre les discours de haine entrée en vigueur début 2018, prévoyant des amendes pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros aux entreprises de médias sociaux qui ne suppriment pas le discours de haine de leur réseau dans les 24 heures.

Ces règles ont été critiquées pour avoir conféré aux entreprises technologiques trop de pouvoir pour décider quels documents seraient retirés et pour avoir prétendu qu'ils constituaient une menace pour la liberté d'expression en ligne.

Les partisans (*de la censure*) ont fait valoir que des règles contraignantes étaient une étape nécessaire après l'échec de certaines entreprises médiatiques à réagir à la propagation des discours de haine.

Ce projet de six mois de partenariat entre la France et Facebook devrait faire face à des défis similaires.

Alors que le pays défend le droit des peuples à la liberté d'expression, les législateurs locaux travaillent déjà sur des règles distinctes visant à contrôler les informations erronées numériques potentielles en vue des prochaines élections.

<https://www.politico.eu/article/emmanuel-macron-mark-zuckberg-paris-hate-speech-igf/>

Traduction de Jack pour "Résistance Républicaine".

Note de Jack : Tout n'est toutefois peut-être pas joué car Mark Zuckerberg a quelques soucis selon cet article de James Cook, The Telegraph, du 16 novembre, dont le lien suit :

Les investisseurs de Facebook appellent Mark Zuckerberg à démissionner de son poste de président à la suite d'un rapport dommageable

Les investisseurs de Facebook ont demandé au directeur général de la société, Mark Zuckerberg, de démissionner de son poste de président du conseil d'administration, à la suite d'informations selon lesquelles la société aurait embauché une entreprise de relations publiques pour diffamer ses critiques en établissant des liens avec George Soros. Etc...

https://www.yahoo.com/news/facebook-investors-call-mark-zuckerberg-185123425.html?.tsrc=daily_mail&uh_test=2_11

Traduction de Jack pour "Résistance Républicaine".